



COMMUNIQUÉ

## **MANIFESTE DES ETATS DE LA FRANCE - 25 NOVEMBRE 2020 A PARIS - 45 DIRIGEANTS DES ENTREPRISES ETRANGERES DE FRANCE RENOUVELLENT LEUR PROMESSE POUR L'INCLUSION DES JEUNES DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA VILLE ET DES TERRITOIRES RURAUX**

Nous tous, ici, présidons aux destinées de filiales de multinationales à capitaux étrangers installées en France où nous employons plus de 120 000 salariés et réalisons près de 50 milliards d'euros de chiffre d'affaires. L'an passé, le 21 novembre 2019, à l'occasion de la précédente édition des Etats de la France, nous avons pris l'engagement de nous mobiliser puissamment en faveur de l'inclusion de la jeunesse issue des quartiers populaires et des territoires ruraux, des milieux sociaux défavorisés et de ceux qui, comme nos propres sociétés, sont venus d'ailleurs.

Nous l'avons fait pour manifester l'engagement citoyen de nos sociétés dans un pays qui n'est pas celui de nos origines. Au-delà de l'impact strictement économique de la communauté des groupes étrangers en France, qui emploient ici 2,2 millions de personnes, contribuent à hauteur de 17 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises œuvrant en France, assurent le tiers des exportations françaises, réalisent 29 % de l'investissement corporel du secteur industriel et assurent 21 % de la R&D, nous avons décidé, à travers notre manifeste, d'œuvrer pour que la société française soit plus inclusive, plus diverse et collectivement plus riche, notamment par la création d'emplois.

Depuis lors, la France et le monde ont été frappés comme rarement dans l'histoire par une pandémie qui a plongé la planète dans un océan d'incertitudes. Jamais l'avenir proche de notre pays n'aura été obscurci par tant d'inconnues. Parmi tous ceux qui ont été touchés par cette crise, la jeunesse, notamment celle issue des quartiers populaires et des territoires ruraux, des milieux sociaux défavorisés, l'a été avec une violence et une injustice inouïes. Déjà éloignée du marché de l'emploi, celle-ci se retrouve plus que jamais précarisée, alors que les perspectives économiques restent toujours aussi sombres dans de nombreux secteurs d'activités.

Pour lutter contre ce fléau, le Gouvernement a adopté des mesures d'une ampleur inédite pour favoriser leur insertion professionnelle. Nous les saluons. Dans ce contexte, nous tous faisons au quotidien le maximum pour honorer les engagements pris il y a un an. Certains d'entre nous y sont parvenus, dépassant même les objectifs fixés, tandis que d'autres, fortement impactés, n'ont pu les tenir. Aujourd'hui, malgré les incertitudes, les doutes et la crainte d'une pandémie qui perdure, nous tous renouvelons notre promesse en faveur de la jeunesse et nos engagements pris l'an passé, concernant l'augmentation et le maintien du nombre de jeunes accueillis en alternance et en apprentissage en attribuant 50 % de ceux-ci à des élèves de quartiers prioritaires de la ville (QPV) et des territoires ruraux. De même, nous renouvelons notre volonté d'accroître la diversité dans les politiques de recrutement et de promotion de carrière, d'engager des actions de formation sur la non-discrimination, sur les stéréotypes et les biais inconscients, et de développer des actions de parrainage en faveur des jeunes de milieux populaires, pour que l'orientation, la réussite dans les études et l'insertion professionnelle ne dépendent pas des origines mais des seuls talents.

Enfin, nous renouvelons l'engagement d'intensifier le soutien que nous apportons aux associations spécialisées dans le domaine de l'inclusion de la jeunesse issue de la diversité et des quartiers prioritaires de la ville. Nous le faisons car, plus que jamais, nous considérons que cela relève de notre mission citoyenne, pour une France plus inclusive et diverse. La jeunesse représente notre futur, et notre rôle d'entreprises étrangères « Bien en France » est de leur tendre la main, partout sur le territoire, pour les accompagner dans leur avenir professionnel, conscient qu'il y en va aussi de celui de nos propres entreprises.

**François Bourzeix, Xerox - Anne-Sophie Castelnau, ING - Christophe Catoir, Adecco - Frédéric Collet, Novartis - Gaétan de L'Hermite, Compass Group - Mathias Dosne, Mondelez  
Eric Fourel, EY - Pierre-Claude Fumoleau, AbbVie - Olivier Girard, Accenture - Erick Lelouche, Boehringer Ingelheim - Olivier Marchal, Bain & Company - Alain Melon, HPE  
Jacques Mulbert, ABB - Olivier Nataf, AstraZeneca - Nicolas Petrovic, Siemens - Emmanuelle Quilès, Johnson & Johnson - François Rispe, Prologis - Jean-Baptiste Santoul, Ferrero  
Denis Terrien, Salesforce - Florence Tondu-Mélique, Zurich Assurances**

Retrouvez la liste complète des signataires sur [Lefigaro.fr](https://www.lefigaro.fr)